appropriés. Or depuis plusieurs décennies, nos villes s’étalent de façon diffuse, à coups de lotissements : le nombre de logements à l’hectare ne dépasse guère 10 si bien que le coût des infrastructures supporté par la collectivité est très élevé. Même avec un tissu urbain dense, les réseaux d’assainissement « unitaires », qui mélangent eaux pluviales et eaux usées, se heurtent à des limites économiques et environnementales.

« Comme les sols des villes sont imperméables et que les villes s’étalent, il faut des canalisations très grosses et très coûteuses », commente Olivier Coutard.

« Malgré tout, ces réseaux débordent régulièrement : quand il y a de gros orages à Paris, la pollution peut se répercuter jusqu’en mer du Nord ! »

**Favoriser les techniques alternatives**

Face à ces dysfonctionnements, des techniques alternatives sont mises en œuvre dans les écoquartiers. Ainsi, les toits végétalisés facilitent la rétention des eaux pluviales, limitent le volume rejeté dans le réseau et améliorent en même temps la qualité de l’air. Cette solution, développée dans de nombreux écoquartiers, a aussi été retenue à Dongtan. Il y en a bien d’autres. On peut limiter l’imperméabilisation du sol par des espaces verts ou des noues végétales (on remplace du bitume par un fossé végétalisé). Ou encore récupérer les eaux de pluie, mettre en place des réseaux séparés pour les eaux usées et pluviales, économiser et recycler l’eau pour limiter les rejets... À Dongtan, l’objectif est de fournir quotidiennement 16 500 tonnes d’eau (contre 29 000 dans une ville « normale » de même taille) et de n’en rejeter que 3 500 tonnes ! La même logique sera à l’œuvre pour les déchets qui seront valorisés en biogaz et, au final, en électricité. L’ingénieur Peter Head, responsable du projet Dongtan chez Arup, n’a aucun doute : Dongtan sera un modèle pour le reste du monde.

« La Chine fait face à une croissance soutenue. Elle doit construire beaucoup et l’État peut imposer »

**QUESTIONS À**

**Charles Bourelly** • Secrétaire général de la Ligue urbaine et rurale pour l’aménagement du cadre de la vie française (LUR).

**En 2000, votre association a créé un concours « entrée de ville ». Pour quelles raisons ?**

L’une des plus graves défigurements de la ville se trouve à ses entrées : des surfaces commerciales ou d’activités très lourdes y sont souvent implantées n’importe comment, l’affichage y est anarchique, la circulation difficile... Pour mettre fin à cette situation, le sénateur Ambroise Dupont a fait modifier le code de l’urbanisme (article L.111-1-4). Un texte que nous avons voulu dynamiser avec ce prix.

**Avez-vous beaucoup de lauréats ?**

Réaménager une ville est une opération coûteuse et de longue haleine qui exige plusieurs mandatations. Les lauréats sont donc peu nombreux, 15 cette année. Le jury, présidé par Ambroise Dupont, décerne les prix – d’un montant global annuel d’environ 45 000 euros – dotés par des sponsors institutionnels et privés.

**Quel est le profit des lauréats ?**

Le plus souvent, des agglomérations – ou des communautés de communes – qui ont déjà aménagé leur centre-ville sont à la loi Malraux. Seule condition : avoir au moins 2 000 habitants. De grosses agglomérations comme Amiens, Rouen, Périgueux ou Fort-de-France figurent aussi parmi nos lauréats.

[www.ligueurbaineetrurale.fr](http://www.ligueurbaineetrurale.fr)